



COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES  
CENTRE DE CADARACHE  
13108 SAINT PAUL LEZ DURANCE

**PROJET DE MARCHÉ RELATIF A LA REALISATION DES ETUDE THERMIQUES RE2020, LES ETUDES D'AVANT-PROJET DEFINITIF (APD) ET LE DOSSIER RELATIF AUX MISSIONS PRO / DCE (DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES, Y COMPRIS LA REDACTION DES CCTP) POUR LE CHAUFFAGE, LA VENTILATION, LA CLIMATISATION ET LA PLOMBERIE DU BATIMENT REGAIN  
DIRECTION**

**MARCHÉ n°4000XXXX - B25-04094-RCT**

ENTRE :

**Le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives**, Établissement public de Recherche à caractère Scientifique, Technique et Industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019, représenté par **XXX**, agissant en qualité de **XXX** du CEA de Cadarache,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La société **XXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXXX sous le numéro XXXXX ayant son siège social au XXX, représentée par **XXX**, agissant en qualité de XXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

**IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRETÉ CE QUI SUIT :**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET .....	3
ARTICLE 2 – DOCUMENTS APPLICABLES .....	3
ARTICLE 3 – NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHÉ .....	3
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXÉCUTION .....	5
ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIÈRES .....	10
ARTICLE 6 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....	10
ARTICLE 7 – PLANNING – DÉLAIS .....	11
ARTICLE 8 – PÉNALITÉS .....	12
ARTICLE 9 – RÉCEPTION ET GARANTIE .....	13
ARTICLE 10 – QUALITÉ / SÉCURITÉ / SÛRETÉ / ENVIRONNEMENT .....	13
ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE .....	14
ARTICLE 12 – PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES.....	14
ARTICLE 13 – JURIDICTION COMPÉTENTE .....	15
ANNEXE 1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT À SON PERSONNEL .....	17
ANNEXE 2 – CADRE DE DÉCOMPOSITION DES PRIX .....	20

<i>Dispositions contractuelles du Marché</i>	<i>DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT</i>	<i>B25-XXX</i>	<i>4000XXXXX</i>	<i>2/21</i>
	<i>EMETTEUR</i>	<i>AFFAIRE</i>	<i>Numéro de marché</i>	

**Affaire suivie techniquement par :**  
Unité : DG/CEACAD/DSTG/STL/GTP  
Nom : Monsieur Sébastien ROGELET  
☎ : 04.42.25.73.26 / 07.71.43.28.61  
Email : sebastien.rogelet@cea.fr

**Affaire suivie commercialement par :**  
Unité : DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT  
Nom : Monsieur Romain COURSET  
☎ : 04.42.25.20.25  
Email : romain.courset2@gmail.com

## **ARTICLE 1 – OBJET**

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de déroulement de la consultation relative à la réalisation des études thermiques RE2020, les études d'Avant-Projet Définitif (APD) et le dossier relatif aux missions PRO / DCE (Dossier de Consultation des Entreprises, y compris la rédaction des CCTP) pour le Chauffage, la Ventilation, la Climatisation et la Plomberie du bâtiment REGAIN Direction.

Ces prestations seront réalisées pour le compte de la Direction Générale (DG) du CEA de Cadarache (CAD) sous maîtrise d'œuvre du Département de support technique et gestion (DSTG), Service Technique et logistique (STL), Groupe Travaux Projets (GTP) du CEA de Cadarache.

## **ARTICLE 2 – DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché (et de ses annexes), lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du Marché et leurs annexes,
- le dossier de consultation (DCE) référencé B25-04094-RCT et ses annexes (référentiels correspondants),
- les prescriptions techniques et leurs annexes :
  - le cahier des charges référencé DG/CEACAD/DSTG/STL/GTP/CDC-25-139 en date du 12/11/2025,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de Marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la procédure d'entrée et de sortie de matériel du Centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXXX en date du XXXX/2025.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les Conditions Générales de Vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 – NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHÉ**

### **3.1 Nature du Marché**

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	3/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

La nature du Marché, son phasage contractuel, l'étendue et les limites des prestations confiés au Titulaire et les responsabilités associées au titre du Marché, sont décrites dans les documents applicables cités à l'article « documents applicables » supra.

Ces documents applicables comprennent, en toute hypothèse, sans exception ni réserve, tous les éléments nécessaires à la bonne exécution des prestations du Titulaire, dans la limite des tâches qui lui sont confiées.

L'exécution du Marché s'effectuera conformément aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents mentionnés dans le DCE.

Les missions d'assistance du Titulaire portent sur la réalisation des études thermiques et des études Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) / Plomberie Sanitaire (PB) du bâtiment. Le terme CVC / PB englobe les éléments suivants :

- Réseau d'eau froide sanitaire ;
- Réseau d'eau chaude et production d'eau chaude sanitaire ;
- Réseau d'effluents sanitaires ;
- Chauffage ;
- Rafraichissement dans les parties de bureau ;
- Ventilation ;
- Désenfumage.

### 3.2 Structuration du Marché

Le marché se décompose de la façon suivante :

- Part ferme ;
- Part optionnelle.

#### 3.2.1 Part ferme

Les prestations objet de la part ferme et forfaitaires, sont décrites dans le cahier des charges référencé à l'Article 2 et concernent la réalisation des études thermiques et des études Chauffage Ventilation Climatisation (CVC) / Plomberie Sanitaire (PB) du bâtiment.

Plus précisément, la prestation a pour objectif de réaliser les études de conception suivantes :

- Organisation, Management et pilotage de l'affaire
- Etudes Thermique RE2020 :
  - Etude de faisabilité,
  - Note de choix de conception et modélisation du bâtiment ;
  - Liste des produits conforme à l'étude thermique ;
  - Edition du récapitulatif standardisé d'étude thermique au format XML et remise de l'attestation RE2020.
- Etudes APD (Avant-Projet Définitif) :
  - Note technique ;
  - Plans techniques ;
  - Calculs dimensionnelles et de performances ;
  - Estimation financière.

#### 3.2.2 Part optionnelles

- Option : Etudes mission PRO,

Chaque levée éventuelle d'option sera notifiée au Titulaire par un courrier recommandé avec accusé de réception émanant du Service des Marchés et Achats du CEA de Cadarache.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	4/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## **ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXÉCUTION**

### **4.1 Conditions générales d'exécution**

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché, étant précisé que toute prestation défectueuse sera reprise par ce dernier dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA.

### **4.2 Conditions particulières d'exécution**

Le respect des interfaces et contraintes est impératif compte-tenu, des contraintes d'exploitation, de sécurité et de sûreté existantes pour les différents bâtiments et compte-tenu des caractéristiques des installations existantes.

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires pour les études qui lui sont demandées et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation.

### **4.3 Obligation de résultat**

Les prestations objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA.

Le prix forfaitaire fixé au Marché et les prix unitaires sur lesquels le Titulaire s'est engagé, s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées lors de l'exécution des prestations.

Le Titulaire du présent Marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités ainsi que des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans ses documents contractuels jusqu'à la réception du Marché.

Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent Marché, sans formalités juridiques ou judiciaires préalables et sans préjudice de dommages-intérêts éventuels.

### **4.4 Obligation générale de conseil et d'information**

Le Titulaire est tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA. A ce titre, le Titulaire signalera toute présence de câble électrique potentiellement nu sous tension.

A ce titre, en cas de difficultés, dysfonctionnements, manquements ou retard, le Titulaire s'engage à remettre un plan d'action correctif détaillé sous 5 jours ouvrés (sauf accord dérogatoire du CEA sur ce délai) à compter du constat de l'évènement par le Titulaire lui-même ou sur demande écrite du CEA. Ce document détaille les mesures correctrices prises par le Titulaire, son plan de mitigation. Ce dernier doit justifier qu'il puisse garantir le respect de ses engagements, des stipulations contractuelles du présent Marché, en vue d'assurer à une exécution conforme des prestations, ainsi que l'ensemble des mesures pour limiter toute dérive.

Le Titulaire est tenu de fournir à tout moment tous les renseignements intéressant l'exécution du Marché et dont le CEA juge nécessaire d'avoir connaissance.

La prestation comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées au titre du Marché, toutes les prestations nécessaires à sa réalisation.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	5/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels se conforment aux dispositions de la présente clause relative à l'obligation générale de conseil et d'information.

#### 4.5 Conflit d'intérêt

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du présent marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du présent marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

#### 4.6 Lieu d'exécution

Les prestations seront exécutées dans les locaux du Titulaire.

#### 4.7 Conformité aux réglementations et aux normes en vigueur

Les études seront exécutées conformément aux règles de l'art, et aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents et définitions de référence mentionnés dans les spécifications techniques. Ils devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du travail.

#### 4.8 Documents à émettre

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire remettra dans les délais impartis, la totalité des livrables documentaires spécifiés dans les pièces constitutives du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) inventoriées à l'article 2 supra, suivant les modalités et exigences prévues dans ces pièces.

L'ensemble de ces documents sera enregistré conformément au référentiel et aux procédures qualité du CEA, tel qu'indiqué notamment dans les prescriptions techniques et qui pourra être précisé en réunion d'enclenchement.

Dans le cadre de ses activités, le Titulaire pourra être amené à procéder à une collecte d'informations d'origines diverses. L'interlocuteur CEA permettra au Titulaire d'accéder à tous les documents nécessaires à l'exécution de sa prestation dont les unités du CEA sont émettrices (documents d'installations, documents projets,...).

L'ensemble des documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou à la prise d'effet de la dénonciation de celui-ci par l'une ou par l'autre des parties.

Toute information constituée ou produite durant le projet ne pourra prétendre à une demande de titre de propriété industrielle.

Aucune disposition du présent accord ne saura être interprétée comme donnant droit au Titulaire à un quelconque droit à une licence ou tout autre droit lié à un brevet, une technologie ou un savoir-faire quels qu'ils soient détenus par le CEA.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	6/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Tous les documents produits par le Titulaire ,dans le cadre de l'exécution du présent marché, resteront la propriété du CEA.

#### 4.9 Réunions

##### 4.9.1 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement sera programmée par le CEA après réception de la commande par le Titulaire.

Elle aura pour objet de :

- Remettre les données d'entrée de la prestation ;
- Rappeler les exigences générales du cahier des charges ;
- Procéder à une revue du marché ;
- Présenter les responsables de l'exécution du marché ainsi que les interlocuteurs CEA ;
- Définir les cadres et formats de présentation des documents à utiliser tout au long de la prestation ;
- Préciser les modalités de management de la prestation.

Cette réunion fera l'objet d'un compte-rendu de réunion d'enclenchement rédigé par le CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à partir de la date de la réunion.

##### 4.9.2 Réunions de travail :

Des réunions de travail seront organisées de manière périodique par le CEA sur le site de Cadarache.

Les sujets abordés seront les suivants :

- Bilan des activités réalisées durant la période écoulée et à venir sur la période suivante,
- Points techniques,
- Points divers.

Ces réunions feront l'objet d'un compte-rendu rédigé par le CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à partir de la date de la réunion.

*Liste des livrables pour cette phase :*

- Participation aux réunions sur le site de Cadarache autant que nécessaire ;
- Etablissement des formulaires d'accès au centre de Cadarache et signature de la DOT.

#### 4.10 Fiches de modifications

Le CEA se réserve le droit de demander au Titulaire des modifications par rapport au marché initial.

Au sens du présent Marché, une modification correspond à un changement ou à une évolution des dispositions d'un ou plusieurs documents précités à l'article « Documents applicables ». Elle sera traitée par une fiche appelée « Fiche de Modification » (FM).

Ces modifications peuvent être en plus ou en moins, de tout ou partie du contenu des différents postes définis au Marché.

La facturation ne peut donc intervenir qu'après acceptation du CEA puis prise en compte et notification d'un avenant au marché les contractualisant conformément aux articles « Traitement des modifications – Avenant » et « Facturation des modifications du marché ».

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter ces modifications.

Toute fiche de modification (FM) devra indiquer a minima :

- Son origine,
- Son contenu détaillé,
- Son coût,
- Son délai,
- L'analyse de son impact sur le projet :
  - o incidence éventuelle sur les performances techniques,

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	7/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



- incidence éventuelle sur le planning,
- incidence éventuelle financière aux conditions économiques du mois de remise de l'offre sur le Marché.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au CEA, au cours de l'instruction des modifications du Marché, les risques, les inconvénients, les vices, les erreurs, les omissions, les incohérences ou les contradictions qui pourraient résulter des modifications notifiées ou résultant de circonstances imprévues.

De même, le Titulaire doit immédiatement signaler au CEA toute circonstance imprévue susceptible d'avoir une incidence sur le déroulement du Marché.

A défaut d'avoir signalé, au cours de l'instruction des modifications du Marché, les risques, les inconvénients, les vices, les erreurs, les omissions, les incohérences ou les contradictions qui pourraient résulter des modifications notifiées ou de circonstances imprévues, le Titulaire ne pourra prétendre à aucun délai et/ou rémunération complémentaire.

Si la modification n'a pas d'impact sur les prestations incombant au Titulaire, ou si elle résulte d'un oubli, d'une erreur ou d'une carence du Titulaire, ou si elle est liée à une remarque des instances de contrôle du CEA résultant de prestations mal appréhendées par le Titulaire (oubli, erreurs, mauvaise appréciation, négligence), cette modification ne donnera lieu à aucune rémunération supplémentaire et n'aura pas de conséquence sur le planning contractuel. Dans ce cas cette modification n'ouvre droit à aucune prise en charge financière de la part du CEA en cas de dérive planning du fait du Titulaire.

Aucune modification ne pourra donner lieu au commencement de l'exécution par le Titulaire avant qu'il n'ait reçu la Fiche de Modification (FM) correspondante signée par le CEA.

Si des prestations n'entrant pas dans le cadre des documents précités étaient réalisées sans l'accord préalable et écrit du CEA, non seulement le Titulaire n'en obtiendrait aucune rémunération, mais le CEA pourrait exiger de la part du Titulaire de prendre à sa charge la remise en l'état initial et les frais en découlant.

#### 4.10.1 Établissement du prix des modifications

Le Titulaire s'engage à remettre la FM accompagnée de son devis détaillé dans un délai de 10 jours ouvrés, au plus tard après demande du CEA, lorsque son ouverture est d'origine CEA, ou, à compter de la détection de la nécessité de la modification, lorsqu'elle est d'origine Titulaire.

Ce délai de 10 jours peut exceptionnellement faire l'objet d'une dérogation après accord du CEA. A ce titre, le délai dérogatoire accordé est à la discrétion du CEA. Cette dérogation doit être motivée par la nécessité de traiter une certaine volumétrie de FM ou pour des raisons en lien avec la complexité de l'objet de la FM qui nécessite un temps d'analyse d'impact et d'instruction supplémentaire.

La FM et son devis correspondant sont tous deux soumis à l'acceptation du CEA. La décomposition de l'impact financier est à décrire suivant la même décomposition que le Marché.

Du fait de son expérience, de son savoir-faire et de ses connaissances des règles de l'art et du Marché, le Titulaire est à même d'avoir l'appréciation nécessaire et suffisante pour lui permettre de s'engager sur le chiffrage de ces modifications.

Le prix détaillé des modifications en plus ou en moins sera établi à partir des prix figurant dans les décompositions de prix en annexe du marché.

Le Titulaire établira son devis détaillé sur les seuls éléments impactés, :

- sur la base des décompositions de prix figurant en annexe du marché (DPGF, BPU, BPC), les prix applicables du marché sont chiffrés aux conditions économiques du marché.
- à défaut de prix unitaires adaptés sur la base de nouveaux prix dûment justifiés. Il est précisé que tout nouveau prix sera considéré comme à prix ferme.

Dans tous les cas de figures, le Titulaire présentera son chiffrage en application des dispositions du marché, avec utilisation des prix applicables au Marché et par assimilation à des prestations et fournitures analogues, le cas échéant, mais aussi en tenant compte des dispositions qui encadrent la présentation des nouveaux prix éventuels (notamment par l'utilisation BPC). Son devis fera l'objet de détails et de justifications pour être présenté au CEA. Le Titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque demande de rémunération supplémentaire pour les prestations déjà dues au titre du Marché faisant l'objet de l'obligation de résultat inhérente au présent marché.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	8/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



Sans la remise de l'ensemble des éléments demandés/complétés dans la FM y compris ceux demandés pour le devis, avec apport des justifications et justificatifs nécessaires à l'instruction, le CEA ne pourra pas être en mesure de statuer et de se prononcer sur leur acceptation.

Lorsque l'ensemble des éléments auront été remis, le Titulaire pourra, le cas échéant, en fonction du cas d'espèce et des impacts présentés et justifiés, percevoir la rémunération correspondante au résultat de la négociation pour la ou les modification(s) acceptée(s) par le CEA.

Après achèvement des négociations et l'instruction finalisée, le CEA adressera ensuite la fiche de modification (FM) dûment signée au Titulaire, valant ordre de début d'exécution.

Le Titulaire ne pourra procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la Fiche de Modification (FM) signée par le CEA, valant acceptation de la FM correspondante.

Le Titulaire ne peut ni refuser d'exécuter ces modifications, ni procéder à leur instruction préalable.

#### 4.10.2 Avenant

Pour les modifications de besoin, le CEA notifiera par voie d'avenant, la ou les FM acceptée(s) au cours de la période écoulée.

Les modifications de besoin instruites et notifiées au Titulaire par FM ne peuvent être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au Marché les contractualisant, signé sans réserve par le Titulaire.

#### 4.11 Suivi de la prestation

La Titulaire assure le suivi et la continuité de la prestation, de la date d'enclenchement (T0) de la prestation à l'achèvement prévu de celle-ci.

En tout état de cause, la responsabilité de la bonne fin d'exécution des prestations incombe au Titulaire.

#### 4.12 Correspondants techniques

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

- Pour le CEA :

Unité : DG/CEACAD/DSTG/STL/GTP

Nom : Monsieur Sébastien ROGELET

Tél : 04.42.25.73.26 / 07.71.43.28.61

Email : Sebastien.ROGELET@cea.fr

- Pour le Titulaire :

Nom : **XXX**

Tél : **XXX**

Email : **XXX**

Le Titulaire devra désigner les correspondants du présent Marché lors de l'enclenchement.

En phase de réalisation, le Titulaire prévoira la présence sur site d'un responsable pour la phase de travaux sur site.

En cas d'indisponibilité de l'un des correspondants, la Partie concernée informera l'autre de la désignation d'un nouvel interlocuteur.

Au cas où l'interlocuteur technique du Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins quinze jours à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum de quinze jours sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception et prennent effet à la date de réception de ladite lettre.

Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement, par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	9/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Pour les autres intervenants du Titulaire, en cas d'indisponibilité ou de remplacement d'un interlocuteur identifié dans l'organigramme du Titulaire, celui-ci s'engage à en informer le CEA par courriel à minima, et via la mise à jour régulière de son organigramme après chaque changement.

## **ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIÈRES**

### **5.1 Contenu des prix**

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre, soit **XX** 2025.

Les prix sur lesquels s'engage le Titulaire sont établis hors taxes et couvrent l'ensemble des charges et frais généraux exposés, la marge, ainsi que les frais de transport et de séjours éventuels du personnel, notamment.

Les prix mentionnés infra sont forfaitaires et révisables, en conséquence ils s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations.

Ils incluent l'ensemble des prestations décrites dans les spécifications techniques ; notamment les études, réalisations, les documents livrables, la participation et l'élaboration des réunions et les livrables associés à toutes les réunions.

### **5.2 Décomposition du montant du Marché**

Le montant total du marché, en cas de levée de la part optionnelle, s'élève à la somme forfaitaire et ferme de **XXXX € HT** (XXXX euros hors taxes).

Il se décompose comme suit :

#### **5.2.1 Part ferme**

Le montant de la part ferme est fixé à la somme forfaitaire et ferme de **XXX € HT** (xxx euros hors taxes).

#### **5.2.2 Part optionnelle**

Le montant de la part optionnelle est fixé à la somme forfaitaire et ferme de **XXX € HT** (xxx euros hors taxes).

## **ARTICLE 6 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

Le montant fixé à l'article « Conditions financières » du présent marché sera facturé par le Titulaire comme suit:

### **6.1 Conditions de facturation de la part ferme**

Le montant de la part ferme fixé à l'article « Conditions financières – Part ferme » du présent Marché sera facturé par le Titulaire comme suit :

- 90 % du montant HT de la part ferme, sur situations mensuelles d'avancement des études dûment acceptées par le CEA,
- le solde de 10 % du montant HT de la part ferme, à la réception du marché, après acceptation de l'ensemble des livrables.

### **6.2 Conditions de facturation de la part optionnelle**

Le montant de la part optionnelle fixé à l'article « Conditions financières – Part optionnelle » du présent Marché sera facturé par le Titulaire comme suit :

- 90 % du montant HT de la part optionnelle, sur situations mensuelles d'avancement des études dûment acceptées par le CEA,
- le solde de 10 % du montant HT de la part optionnelle, à la réception du marché, après acceptation de l'ensemble des livrables.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	10/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

### 6.3 Facturation des modifications du Marché (FM)

Les modifications du besoin, instruites et notifiées au Titulaire par FM, , ne peuvent être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant.

### 6.4 Modalités de facturation

Toutes les factures sont dématérialisées et transmises via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent Marché.

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : CONTACT\_DEMAT@cea.fr

En plus des mentions légales, les factures devront comporter les éléments ci-après :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA : 400XXX.

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent Marché devront porter la référence du numéro d'engagement et des OS et FM correspondants, le cas échéant.

Le CEA assurera le règlement des factures à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, après livraison ou exécution ayant fait l'objet d'une acceptation contradictoire par le CEA.

Pour les facturations réalisées sur situation d'avancement, le Titulaire transmettra avec sa facture la situation d'avancement du mois considéré, accompagnée du PV d'avancement visé contradictoirement par les parties.

Pour tout renseignement, vous pouvez vous adresser à : RELANCES@cea.fr.

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

En cas de Groupement momentané d'entreprise (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

### 6.5 Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale d'acquitter la TVA d'après les débits.

## **ARTICLE 7 – PLANNING – DÉLAIS**

Le Titulaire s'engage à réaliser l'intégralité des prestations, objet du présent Marché, dans le respect du phasage de son planning contractuel remis à l'offre, et présenté ci-après :

*La date de la réunion d'enclenchement constitue le T0 du Marché.*

Part ferme :

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	11/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Jalons	Séquence	Evènement	Jalons pénalisables
<b>T0</b>	T0	Réunion d'enclenchement	
<b>T1</b>	T0 + XX semaines <b>Objectif cible CEA :</b> T0 + 6 semaines	<b>Etudes thermique RE2020</b> <i>Remise de l'ensemble des livrables</i>	<b>X</b>
<b>T2</b>	T1 + 2 semaines	<b>Etudes Thermiques RE2020</b> Acceptation des études et des livrables par le CEA	
<b>T3</b>	T0 + XX semaines <b>Objectif cible CEA :</b> T0 + 16 semaines	<b>Etudes APD</b> <i>Remise de l'ensemble des livrables</i>	<b>X</b>
<b>T4</b>	T3 + 2 semaines	<b>Etudes APD</b> Acceptation des études et des livrables par le CEA	

Part optionnelle

**Option** : études de projet (Mission PRO).

Jalons	Séquence	Evènement	Jalons pénalisables
<b>T1 – option</b>	T1 – Option	Réception du courrier de levée de l'option (si option levée)	
<b>T2 – option</b>	T1 option + XX semaines <b>Objectif cible CEA :</b> T1 option + 26 semaines	<b>Fin études de projet (Mission PRO)</b> <i>Remise de l'ensemble des livrables dont Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)</i>	<b>X</b>
<b>T2 Bis – option</b>	T2 option + 2 semaines	<b>Acceptation par le CEA</b>	

## **ARTICLE 8 – PÉNALITÉS**

### **8.1 Généralités**

Les pénalités applicables au présent marché sont applicables de plein droit sans mise en demeure préalable ni autres formalités juridiques ou judiciaires et sont facturées directement par le CEA.

Les pénalités appliquées au Titulaire n'ont pas un caractère libératoire. Leur application ne dispense pas le CEA de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé au CEA.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant total hors taxes du marché.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	12/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le montant des autres pénalités s'ajoute au montant des pénalités de retard et n'est pas plafonné. Ces pénalités sont soumises à la TVA.

## 8.2 Pénalités de retard

En cas de non-respect des délais définis à l'article 7 supra du fait du Titulaire, il sera fait application de l'article 24 des CGA, complété par les dispositions ci-après.

Le Titulaire sera passible d'une pénalité de 5/1000 (cinq pour mille) du montant total hors taxes du marché par jour calendaire de retard constaté. Le montant total des pénalités est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant total du marché.

Les pénalités applicables au présent marché sont applicables de plein droit et, sans mise en demeure préalable ni autres formalités juridiques ou judiciaires, sont facturées directement par le CEA.

Les pénalités appliquées au Titulaire n'ont pas un caractère libératoire. Leur application ne dispense pas le CEA de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé au CEA.

## 8.3 Pénalité suite à reprise de livrable supérieure à deux fois

Au titre de l'obligation de résultat, le Titulaire s'est engagé à réaliser les livrables du présent Marché suivant le respect des exigences. Les livrables remis par le Titulaires sont réputés être des documents de bonne qualité.

Le CEA prévoit de sanctionner une répétition de reprise du même livrable par le Titulaire. Lorsqu'un livrable a été livré au CEA pour observations et que celui-ci fait l'objet de multiples demande de reprise de la part du CEA pour arriver à la qualité attendue permettant l'acceptation de ce dernier, au-delà de la seconde reprise d'un même livrable, le Titulaire se verra appliqué une pénalité forfaitaire de 500 €.

## 8.4 Pénalités en cas d'absence aux réunions

Le CEA pourra appliquer des pénalités pour absence du Titulaire aux réunions planifiées, non justifiée par un motif légitime à raison de 500€ HT par absence.

## **ARTICLE 9 – RÉCEPTION ET GARANTIE**

### Etudes

Le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait. Il appartient au Titulaire de demander tout éclaircissement qui paraîtrait nécessaire pour pouvoir, en toute connaissance de cause et en toute responsabilité, procéder à ses propres études de détails. L'acceptation du CEA de ces études de détail ne constitue en rien une validation des choix techniques et des dimensionnements du Titulaire, et ne saurait dégager le Titulaire de ses responsabilités et engagements contractuels.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou à reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un an à compter de la réception du marché.

Si le Titulaire ne respecte pas les obligations prévues ci-avant, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

## **ARTICLE 10 – QUALITÉ / SÉCURITÉ / SÛRETÉ / ENVIRONNEMENT**

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	13/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

## **ARTICLE 11 – SOUS-TRAITANCE**

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet et joint en annexe du règlement de consultation du DCE référencé à l'article « Documents applicables ». Le Titulaire est tenu d'utiliser et compléter les dernières trames en vigueur des formulaires de Demande d'Agrément Sous-Traitant (DAST) applicables transmis par le CEA tout au long de l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage tout au long de l'exécution du Marché à transmettre au CEA, à première demande et sans délai, la copie de l'ensemble des contrats de sous-traitance.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications de la présente commande relatives aux prestations sous-traitées.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

La sous-traitance totale est interdite.

## **ARTICLE 12 – PROTECTION DES INFORMATIONS SENSIBLES NON CLASSIFIÉES**

### **• Obligation de confidentialité**

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

### **• Gestion des informations du CEA**

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense<sup>1</sup>, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

- Diffusion ordinaire (DO)

<sup>1</sup> Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	14/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

○ Diffusion restreinte (DR)

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale (« IGI 1300 »),
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuitel.

○ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	<b>Conteneur chiffré*</b>	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : <b>Conteneur chiffré*</b>	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	<b>Conteneur chiffré*.</b> Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom		
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	<b>INTERDIT</b> sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(\*) Accès par mot de passe

● Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

● Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du Titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

● Restitution des informations et supports

À l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat. Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

**ARTICLE 13 – JURIDICTION COMPÉTENTE**

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	15/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de MARSEILLE.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature :  Date :
Pour le Titulaire :	Signature :  Date :

## **ANNEXE 1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT À SON PERSONNEL**

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

### **1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail**

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

### **2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection, dont :**

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-XXX	4000XXXXX	17/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
  - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
  - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
  - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

### **3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale**

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSi » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	18/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

#### **4. Les habilitations – les certifications**

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

#### **5. Les modalités d'accès au Centre**

##### **5.1 La procédure CEA**

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

##### **Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :**

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

##### **5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache**

Le Centre de Cadarache sera fermé aux dates suivantes, pour l'année 2025 : jeudi 02 janvier, vendredi 03 janvier, vendredi 02 mai, vendredi 09 mai, du lundi 11 août au jeudi 14 août, mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre.

Pour les années suivantes, les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

#### **6. La sous-traitance**

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	19/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

**ANNEXE 2 – CADRE DE DÉCOMPOSITION DES PRIX**

Dispositions contractuelles du Marché	DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT	B25-04094-RCT	400XXXXX	20/21
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

<i>Dispositions contractuelles du Marché</i>	<i>DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT</i>	<i>B25-XXX</i>	<i>4000XXXXX</i>	<i>21/21</i>
	<i>EMETTEUR</i>	<i>AFFAIRE</i>	<i>Numéro de marché</i>	